

RAPPORT DE SUIVI DES RESULTATS DU PLAN CADRE DES NATIONS UNIES

POUR L'AIDE AU DEVELOPPEMENT DU GABON 2018 – 2022

BILAN DE L'ANNEE 2018



NATIONS UNIES
GABON



TABLE DES MATIÈRES

MOT DU COORDONNATEUR RESIDENT.....	5
INTRODUCTION	7
PARTIE 1 :	9
BILAN DES REALISATIONS.....	9
EFFET 1 : GOUVERNANCE	10
GOUVERNANCE (EFFET 1)	11
RETOUR DES BENEFICIAIRES	14
DEVELOPPEMENT INCLUSIF (EFFET 2)	15
II. DEVELOPPEMENT INCLUSIF (EFFET 2)	16
RETOUR DES BENEFICIAIRES	20
EFFET III : CROISSANCE	22
DIVERSIFIEE ET INCLUSIVE	22
III. CROISSANCE DIVERSIFIEE ET INCLUSIVE (EFFET 3)	23
Projet d'appui à l'apiculture dans les forêts communautaires au Gabon.....	24
EFFET 4 : DURABILITE.....	26
ENVIRONNEMENTALE ET RESILIENCE.....	26
IV. DURABILITE ENVIRONNEMENTALE ET RESILIENCE.....	27
PARTIE 2 :	29
ANALYSE DES RESULTAT ET BILAN FINANCIER.....	29
I. CONSTATS GLOBAUX	30

1.1. Les tendances majeures.....	30
1.1.1. Un bon niveau global d'exécution du PNUAD.....	30
1.1.2. Une forte valeur ajoutée des activités réalisées dans le processus de recherche de l'amélioration de l'efficacité des politiques publiques	30
1.1.3. Un faible niveau de développement des activités à impacts transformationnel sur le court et le moyen terme.....	31
1.2. Facteurs explicatifs pertinents des tendances.....	32
1.2.1. Facteurs internes	32
i. Facteurs internes contraignants	32
ii. Facteurs internes positifs.....	33
1.2.2. Facteurs externes.....	33
i. Facteurs externes positifs.....	33
ii. Facteurs externes contraignants	34
1.3. Synthèse analytique des résultats	35
II. BILAN FINANCIER.....	37
2.1. Situation de départ.....	37
2.2. Situation à l'arrivée à la lumière du coût des réalisations.....	38
CONCLUSION ET PERSPECTIVES	41

MOT DU COORDONNATEUR RESIDENT

« Une année globalement satisfaisante »

Nous avons commencé l'année 2018 avec pour ambition, la mise en œuvre efficace et efficiente du Plan Cadre de Nations Unies pour l'Aide au Développement du Gabon (PNUAD) 2018-2022, nous y sommes désormais. Le présent rapport annuel de suivi de l'exécution du PNUAD fait le bilan des résultats obtenus en 2018, par le Système des Nations Unies, en réponse aux attentes prioritaires nationales en matière de développement.

Mettre en œuvre un Plan Cadre pour l'Aide au Développement d'un pays à plusieurs implications et exigences qui nous ont soumis à l'adoption d'une méthode de travail reposant sur les principes du concept « *Unis dans l'Action* », une initiative à laquelle le Gabon est partie prenante depuis 2014. Nous avons également bâti notre travail sur la confiance mutuelle, l'engagement et l'adoption d'une approche axée sur les résultats à impact durable. C'est dans ce sens que nous avons élaboré des Plans de Travail Conjointes des Groupes de Résultats de ce PNUAD et mis en place un Comité de Pilotage Conjoint du PNUAD co-présidé par Monsieur le Ministre en charge de l'économie et moi, en ma qualité de Coordonnateur Résident.

Toutes ces préconisations nous ont permis d'avancer avec assurance vers l'atteinte des résultats escomptés, dans un contexte particulièrement contraignant, au regard des difficultés économiques, politiques et sociales du pays.

Avec un taux de réalisation du Plan de Travail Annuel Conjoint des Groupes de Résultats estimé à 67%, 27% d'activités en cours de réalisation et seulement 6% des activités prévues reportés à l'exercice 2019, les résultats de l'année 2018 sont porteurs d'espoir et accroissent notre volonté de faire plus et mieux.

Pour 2019, nous nous sommes engagés à plus d'efforts pour plus de résultats qualitatifs et quantitatifs, en nous appuyant sur les opportunités offertes par les réformes du Système de développement pays des Nations Unies qui reposent sur la Cohérence, la Synergie et la Redevabilité.



Grâce aux réformes :

- *Nos actions sont plus liées et interdépendantes,*
- *Nous avons une Coordination renforcée et la disponibilité à plein temps du Coordonnateur Résident, pour une meilleure efficacité du Système des Nations Unies ;*
- *Nous reflétons une identité collective plus forte et mieux définie ;*
- *Nous développons plus d'actions communes et conjointes ;*
- *Nous sommes tenus à une redevabilité accentuée envers le Gouvernement et le peuple Gabonais, un fait qui nous soumet à plus de résultats.*

Tous ces changements sont de nature à nous permettre de mieux accompagner le Gabon dans la conception et la mise en œuvre de ses politiques nationales de développement.

Docteur Stephen Jackson,
Coordonnateur Résident

INTRODUCTION

Depuis de nombreuses années, le Système des Nations Unies appuie les efforts du Gabon en matière de développement et de lutte contre la pauvreté. Ce partenariat est mis en œuvre à travers des cycles de Programmation de quatre années dont les axes directeurs sont définis par le Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (PNUAD) encore appelé UNDAF.

Le PNUAD est en effet la réponse conjointe du Système des Nations Unies aux besoins du pays hôte en matière de développement. Il constitue le Programme-pays unique du Système des Nations Unies pour le développement.

Pour ce qui est de celui du Gabon, couvrant la période 2018-2022, il a été élaboré à un moment critique de l'économie gabonaise, caractérisée par une chute drastique du prix du baril de pétrole, principale source des recettes publiques. Cette chute du prix du baril de pétrole a plus que jamais eu un impact considérable sur le processus de mise en œuvre du Plan Stratégique Gabon Emergent à l'horizon 2025. Ce Plan met l'accent sur l'accélération et la diversification des sources de la croissance économique, la réduction de la pauvreté et des inégalités et la gestion durable des ressources pour les générations futures. La chute des recettes pétrolières a ralenti considérablement la croissance économique (2,1% en 2016 contre 6,3% en 2010, avec une prévision de 1,1% en 2017).

L'appui qui a été apporté par les Nations Unies au Gouvernement du Gabon dans le cadre de la mise en œuvre du PNUAD a touché les quatre domaines d'actions autour desquels s'articulent ses effets, à savoir, **la Gouvernance, le développement inclusif, la croissance diversifiée et inclusive, la durabilité environnementale et la Résilience.**

Le présent rapport de suivi du PNUAD dresse le bilan des activités réalisées en 2018 et des Résultats qui en découlent (première partie), dresse une analyse non seulement desdits résultats, mais aussi du contexte de la mise en œuvre du PNUAD (deuxième partie) et suggère quelques perspectives stratégiques envisageables pour une réponse plus efficace aux priorités nationales (Conclusion).

Les activités contenues dans le présent rapport ont été développées par **UNICEF, PNUD, UNHCR, FAO, PNUE, BIT, OMS, UNFPA, UNOCA, ONUDI, ONUSIDA et l'UNESCO.**



Tournoi sportif « **Right To Play** » organisé par le Système des Nations Unies à l'occasion de la Journée internationale des Droits de l'Homme édition 2018



PARTIE 1 : BILAN DES REALISATIONS

EFFET 1 : GOUVERNANCE



D'ici 2022, les institutions publiques ont exercé efficacement leurs rôles dans le processus démocratique, y compris le respect des DH & dans la gouvernance économique et ont renforcé le système statistique pour orienter les politiques publiques.



Photo de famille à l'issue d'une formation organisée par le PNUD au bénéfice des fonctionnaires gabonais.



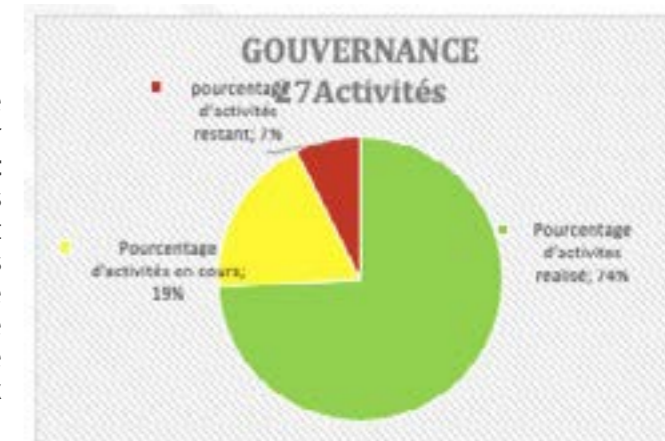
GOUVERNANCE (EFFET 1)

Dans le domaine de *la Gouvernance*, le résultat recherché par le Système des Nations Unies est que « *D'ici 2022, les Institutions publiques au niveau central et décentralisé ont exercé efficacement leurs rôles dans le processus démocratique, y compris le respect des droits de l'Homme et dans la gouvernance économique et ont renforcé le système statistique pour orienter les politiques publiques.* »

GOUVERNANCE	Nombre d'activités prévues	Nombre d'activités réalisées	Nombre d'activités en cours de réalisation	Nombre d'activités non réalisées
	27	21	05	01

Le tableau ci-dessus indique que, sur 27 activités prévues pour 2018 dans le domaine de la Gouvernance, 21 ont été réalisées, 5 sont en cours de réalisation et seulement 1 n'a pas connu un début d'exécution.

Ainsi, pour aider l'administration gabonaise à disposer d'un cadre législatif révisé pour la consolidation de la démocratie (**Produit 1.1 du PNUAD**), le Système des Nations Unies a organisé un atelier de renforcement des capacités des leaders, des jeunes et des femmes des partis politiques en matière de participation démocratique en vue des élections apaisées. Cette activité vise l'aboutissement à des processus électoraux apaisés.



Et pour permettre au Gouvernement et aux collectivités locales de disposer de capacités de planification stratégique, de programmation, budgétisation et de suivi-évaluation pour la mise en œuvre efficace des ODD et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (**Produit 1.2 du PNUAD**), le Système des Nations Unies a :

Tous les tableaux et les graphiques de ce rapport ont été réalisés par Cédric ALLOGHO SIMA (Stagiaire au bureau du Coordonnateur Résident)

— Permis aux 9 provinces et à 48 départements du Gabon d'être dotés de capacités améliorées pour l'élaboration de leurs Plans de Développement Locaux et de disposer chacune d'un Plan de Développement Local. Les 57 PDLs obtenus sont cohérents avec les priorités locales et s'ajoutent aux 31 anciens PDLs, portant ainsi le total à 88 sur les 90 prévus sur l'ensemble de la période 2018-2022. Ces PDLs sont par ailleurs des cadres d'accélération de la mise en œuvre des ODD au niveau local et permettent aux collectivités locales de sortir du pilotage à vue.

— Renforcé les capacités de 122 experts (50 femmes et 72 hommes) de l'Etat en matière de gestion publique à travers l'organisation de quatre formations sur les thèmes suivants :

i) Prospective, processus de planification, programmation, budgétisation et suivi et évaluation,

ii) Evaluation des Politiques publiques ;

iii) déontologie dans les administrations financières ;

iv) Maîtrise des risques, contrôle et audit ;

— Appuyé le recensement de textes législatifs et réglementaires encadrant les régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et forêts à la lumière des Directives Volontaires ;

— Appuyé l'élaboration d'un rapport d'analyse du cadre légal régissant le foncier au Gabon ;

Toutes ces activités visent le renforcement de l'efficacité de l'action publique au Gabon.

Pour aider le Gouvernement à mettre en œuvre les Instruments internationaux pour la promotion et la protection des droits humains et à en élaborer les rapports de suivi (Produit du PNUAD 1.3), le système des Nations Unies a :

— Entamé un plaidoyer auprès du Gouvernement pour la ratification de la Convention sur l'apatridie ainsi qu'une étude de la loi gabonaise sur la nationalité et les risques d'apatridie au Gabon ;

— Appuyé la signature de deux accords bilatéraux entre le Gabon et le Togo d'une part et le Gabon et le Bénin d'autre part pour la prévention et la lutte contre la traite des enfants et des personnes ;

— Appuyé le processus d'adoption du Code de protection de l'enfant, ainsi que l'élaboration de la politique nationale de l'enfance et du Plan de mise en œuvre de cette politique ;

— Mené un plaidoyer auprès de l'Etat pour la ratification des Conventions de 1945 relatives au statut des apatrides et Conventions de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie ;

— Mené des plaidoyers et appuis en vue de la préparation, la soumission et la présentation par le Gabon de ses rapports en retard aux organes des Traités des Droits de l'Homme au plan onusien (EPU compris) et africain.

— Renforcer les capacités des acteurs étatiques et non étatiques en matière de prévention et de la lutte contre la torture et la Traite des personnes.

Toutes ces initiatives sont destinées à améliorer la situation des droits de l'homme au Gabon et l'alignement du cadre juridique national aux instruments internationaux auxquels le Gabon est partie prenante.

— **En guise d'appui pour permettre au système national de statistique de disposer de capacités de produire et de diffuser des données désagrégées sensibles au genre et à l'équité (Produit du PNUAD 1.4),** le Système des Nations Unies a :

— Appuyé le Gouvernement dans le renforcement du Système d'information du secteur éducation à travers l'harmonisation des outils de collecte des données de l'éducation pour prendre en compte les questions relatives à la Santé Sexuelle et Reproductive ainsi que les questions relatives à la violence basée sur le genre ;

— Appuyé le Ministère de la Santé pour l'élaboration des comptes de la santé y compris les dépenses par maladie ;

— Appuyé la production de statistiques basiques de l'Education ;

Plusieurs autres outils de collectes de données de qualité ont également fait l'objet d'un renforcement :

— Les statistiques basiques de l'éducation ;

— Plan sectoriel de l'éducation ;

— La mise en place d'un système de collecte des données de qualité dans le secteur agricole.

Ces activités permettent au Gabon de disposer de données statistiques fiables en vue d'une bonne élaboration des politiques publiques.

— Renforcement du système de dédouanement de la Direction générale des douanes qui disposera désormais d'un système moderne dénommé SYDONIAWorld et d'un outil de mesure de la performance dénommé ASYPM pour faciliter le dédouanement, améliorer l'efficacité des contrôles, sécuriser les recettes et suivre les indicateurs de performances ;

RETOUR DES BENEFICIAIRES

Activité : Atelier de formation sur la déontologie, la maîtrise des risques, l'audit et le contrôle en matière de finances publique à l'intention des fonctionnaires de la cour des comptes, du conseil économique, social et environnemental, du ministère du budget et des comptes publics, du ministère de l'économie, de l'ANIF et de la CNCLEI.

Témoignage :

« Ces deux semaines de formation auront véritablement apporté de la valeur ajoutée à notre fonction. Il est vrai que je connaissais l'existence du code de déontologie au sein de mon administration mais pas dans les détails. Ces deux sessions organisées grâce à l'appui du PNUD m'ont permis d'approcher de près toutes les mesures d'éthique, de maîtrise des risques, d'audit et de contrôle à observer dans le cadre de mes fonctions au sein de l'administration publique.

Pour le cas de la maîtrise des risques, l'audit et le contrôle, il y a beaucoup de douaniers dans l'administration gabonaise qui ne maîtrisent pas parfaitement les normes en vigueur. Or, l'inspection des services des douanes doit jouer un rôle important dans ces matières. La tenue de ces sessions nous a donc permis d'appréhender toutes les réglementations nationales et internationales sur ces questions, nous permettant d'obtenir de meilleurs résultats professionnels.

Je suis convaincue que les connaissances acquises nous serviront à augmenter les bonnes pratiques dans la gestion des finances publiques et améliorer ainsi l'exécution budgétaire dans le but d'une meilleure gouvernance. »

Jeannette Abdoulaye SABA,

Agent des inspections des services de douanes du Gabon

DEVELOPPEMENT INCLUSIF (EFFET 2)



« D'ici 2022, la qualité de la budgétisation des secteurs sociaux soit significativement améliorée et les populations, notamment les plus vulnérables ont davantage utilisé les services sociaux de base de qualité ».



Campagne de vaccination de l'OMS

II. DEVELOPPEMENT INCLUSIF (EFFET 2)

L'ensemble des activités développées par les Nations Unies dans le domaine ont pour objectif de faire en sorte que « **d'ici 2022, la qualité de la budgétisation des secteurs sociaux soit significativement améliorée et les populations, notamment les plus vulnérables ont davantage utilisé les services sociaux de base de qualité** ».

DEVELOPPEMENT INCLUSIF	Nombre d'activités prévues pour 2018	Nombre d'activités réalisées	Nombre d'activités en cours de réalisation	Nombre d'activités non réalisées
	49	35	12	02

Le tableau ci-dessus montre que, sur 49 activités prévues pour 2018, 35 ont été réalisées, 12 sont en cours d'exécution et 2 d'entre elles n'ont pas été réalisées.

En matière de développement inclusif, le Système des Nations Unies a développé de nombreuses activités visant à appuyer l'action du Gouvernement dans le domaine du bien-être de la population, **pour permettre aux femmes et aux enfants, notamment en zone rurale et périurbaine d'avoir un accès équitable aux services de prévention et de promotion de la santé (produit 2.1 du PNUAD)**. Ainsi :

- 7509 jeunes scolarisés ont été sensibilisés sur la SSRAJ visant une baisse significative du nombre de grossesses précoces d'environ 30% d'ici 2022 ;
- La riposte contre le VIH en vue d'atteindre les cibles 90-90-90, a connu quelques progrès entre 2016 et 2017 pour le premier « 90 », mais reste trop bas pour le 3ème objectif « 90 ». La cascade est passé de 75-75-7,5 en 2016 à 77-77- 23 en 2017. Plus concrètement, en 2017, environ 77% de personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut sérologique contre 75% en 2016 ; 77% de ces personnes qui connaissent leur statut sérologique sont déjà sous traitement en fin 2017, avec un total de 33.249 personnes sous antirétroviraux.
- Le 3^{ème} 90 reste peu renseigné du fait que la Charge Virale n'est encore faite à environ 23% des personnes vivant avec le VIH sous traitement.»
- Le plan SRMNIA_N a été élaboré ;
- Appuyé l'élaboration d'une stratégie de communication pour la survie et le développement de l'enfant ;

— Le Système des Nations Unies a appuyé la mise en œuvre des politiques gouvernementales en matière de la santé de la mère et de l'enfant à travers la mise à sa disposition de livrets de nouvelles recommandations gouvernement sur les CPN.

Ce faisant le Système des Nations Unies a œuvré à la promotion d'une santé publique de qualité à travers la mise en place d'un dispositif préventif de maladies et de pathologies dont la prise en charge est rendue difficile à cause de l'insuffisance de structures sanitaires de traitement.



Aussi, **pour permettre aux prestataires des soins de santé y compris les agents de santé communautaire de disposer de compétences et d'outils adaptés pour offrir une prise en charge de qualité (produit 2.2 du PNUAD)**. Le système des Nations Unies a :

- Formé 576 agents de santé sur le nouveau partogramme, la GATPA et les complications de l'accouchement;
- Réalisés 5000 affiches, directives de prises en charges et modules de formations sur la santé de la mère et de l'enfant distribués aux prestataires et aux structures sanitaires ;
- Appuyé le renforcement de la qualité des soins obstétricaux et néonataux des structures publiques de santé (CHUL, CHUA, HCEG, HCSG) de la ville de Libreville ;
- Près de 300 000 enfants d'âges scolaires de tout le Gabon ont été traités contre les bilharzioses et les géo helminthiases ;
- Formés 100 prestataires (médecins) sur la prise en charge globale du VIH et sur la tuberculose ;
- 6000 enfants ne pouvant pas accéder convenablement aux services sociaux de base pour défaut d'actes de naissance ont été identifiés. Les mécanismes d'établissement de leurs actes de naissance sont en cours ;
- Sensibilisation des prestataires médicaux sur les nouvelles recommandations de l'OMS sur les CPON ;
- Appuyé vaccinales supplémentaires à travers l'organisation d'une vaste campagne de vaccination contre poliomyélite ;

- Appuyé la surveillance des PFA à travers le déploiement de six consultants internationaux sur le terrain ce qui a abouti à l'amélioration des indicateurs ;
- Appuyé la formation et la supervision des prestataires publics, privés et communautaires impliqués dans la prise en charge intégrée du VIH/SIDA selon les dernières directives de l'OMS ;
- Appuyé à l'élaboration du Bilan annuel des activités de prise en charge thérapeutique des PVVIH ;
- Appuyé la révision des outils de PEC et du VIH ;
- Appuyé la révision de la liste des médicaments remboursables par la CNAMGS ;
- Appuyé la révision et la validation des Directives Nationales sur les Consultations Périnatales (CPN) et Post ou Néonatales (CPON) ;

Pour **permettre aux départements sanitaires d'être opérationnels et d'offrir des prestations de qualité (produit 2.3 du PNUAD), en vue d'atteindre l'ODD 3**, le Système des Nations Unies a :

- Elaboré des Plans Opérationnels et le suivi de la MEO de six départements sanitaires en vue de l'amélioration de l'indice de santé.

Pour appuyer le Gouvernement dans le développement des politiques visant une éducation de qualité, le système des Nations Unies a initié des actions visant à permettre au système éducatif gabonais de disposer de capacités et d'outils appropriés pour assurer une éducation de qualité. (Produit 2.4 du PNUAD). Ainsi :

- Le Système des Nations Unies introduit six curricula révisés intégrant les questions de SSRAJ et VBG. dans cinq établissements secondaires de Libreville ;
- Appuyé le renforcement du Système statistique et de gestion des données de l'éducation ;
- A travers le projet e-Education Train My Generation II, plus de 5000 jeunes non scolarisés ont été initiés à l'utilisation de l'outil informatique dans la formation professionnelle et formation dans les métiers d'assistance IT ;

Pour appuyer les initiatives gouvernementales en matière de mise en œuvre de ses politiques d'intégration sociale des groupes vulnérables, **le Système des Nations Unies a initié des activités destinés à permettre aux Groupes cibles à savoir, les jeunes, les femmes, les enfants déscolarisés et non scolarisés, de développer leurs compétences en vue de leur autonomisation (Produit 2.5 du PNUAD)**. Ainsi :

- 300 enfants des Groupes autochtones en situation de grande vulnérabilité ont été scolarisés et ont bénéficié des kits de matériels pour leur scolarisation ;
- 100 jeunes ont été formés dans le domaine du développement des applications mobiles ;
- 20 jeunes ont été formés dans les métiers rares du numérique ;
- 35 femmes sur une cible de 200 ont été formées au développement des activités génératrices de revenus ;
- 15 femmes formées ont bénéficié d'une aide financière pour le commerce sur table.

Pour appuyer les efforts du Gouvernement en matière de protection sociale, **le Système des Nations Unies a entrepris des activités destinées à permettre aux populations les plus vulnérables de bénéficier d'un système de protection sociale**. (Produit 2.6 du PNUAD).

Ainsi :

- Une discussion est en cours avec le Gouvernement sur la mise en place d'un mécanisme permettant aux Réfugiés de bénéficier des services offerts par la CNAMGS ;
- Appuyé l'extension de la protection sociale au bénéfice des populations vulnérables ;
- Appuyé l'insertion/réinsertion sociale des enfants des peuples autochtones, des enfants vivant avec un handicap, des enfants en détention et des enfants migrants ;

Pour permettre aux **institutions en charge de l'eau, de l'hygiène et d'assainissement de disposer de compétences et d'outils pour offrir aux populations des services de qualité** (Produit 2.7 du PNUAD), le Système des Nations Unies a :

- Appuyé le Gouvernement dans l'élaboration d'un Plan National d'Accès à l'eau potable ;
- Appuyé le Ministère de l'Energie et l'eau pour l'analyse et l'évaluation de l'assainissement, de l'hygiène et l'eau potable
- Entrepris les travaux d'adduction d'eau potable à l'hôpital de Nkembo et au CAPEDES ;

RETOUR DES BENEFICIAIRES

Témoignage de Madame Mme Yolaine NTSAME NGUEMA (Directrice de l'Hôpital Spécialisé de NKEMBO) sur le Projet de forage à l'Hôpital Spécialisé de NKEMBO

L'Hôpital Spécialisé de NKEMBO est un hôpital construit vers les années 1940 pour prendre en charge les patients tuberculeux. Quelques années après, plusieurs Services et Programmes se sont installés en son sein. Ces Programmes et Services ont pour cibles majoritaires les populations les plus vulnérables, notamment les Enfants et les Femmes.

L'indisponibilité de l'eau au sein de cet hôpital depuis plusieurs années a été la cause fondamentale des situations alarmantes: (i) la défécation à l'air libre derrière les bâtiments de l'hôpital qui entraînait la prolifération des maladies hydriques dans un environnement malsain ; (ii) L'absence de lavage des mains après chaque soin par les prestataires de soins qui rendait douteuse la qualité des soins et des services offerts et (iii) Le lavage des clichés de radiologie des patients tuberculeux dans des récipients d'eau était insuffisant et rendait les clichés peu lisibles et peu sûr en déclarant certains patients faussement tuberculeux et d'autres faussement non tuberculeux, contribuant ainsi à la multirésistance de la tuberculose aux médicaments et à la dissémination de la tuberculose dans la population encore saine.

Face à cette situation, et grâce à un plaidoyer basé sur les évidences montrant d'importantes disparités en termes d'accès à l'eau potables et à des services d'assainissement décents, l'UNICEF a donné son accord pour un appui à la réalisation d'un forage à l'hôpital de Nkembo.

— Ce Forage désormais fonctionnel, permet à plus de 750 personnes chaque jour, notamment les Enfants, les Mères, les Patients et leurs accompagnants, les Prestataires de Soins (certains y résident en permanence), les Visiteurs d'avoir accès à l'eau potable et à des services d'assainissement aux normes et donc à de meilleures conditions d'hygiène leur permettant d'éviter les maladies liées à l'eau et à la défécation à l'air libre, d'accéder à des soins de qualité et d'améliorer la survie et le développement de leurs enfants..



CAMPAGNE CIBLEE DE DEPISTAGE du VIH :

En 2018, ONUSIDA a accompagné le Gouvernement dans la mise en œuvre de son Plan Stratégique Nationale de lutte contre le sida à travers l'appui aux **campagnes de sensibilisation et de dépistage ciblant les zones les touchés par le VIH et au sein des populations clés**. Ainsi, en 2018, des campagnes de sensibilisation et de dépistage ont été organisés, dans zones clé tel que à OYEM et à BITAM (dans le Woleu-Ntem), deux zones où la séroprévalence est à 7.2% et plus mais également dans les établissements scolaires. Ces campagnes ont impliqué les autres agences des Nations Unies et la société civile. Au cours de ces campagnes, pour une meilleure pérennisation, ONUSIDA a principalement travaillé avec et impliqué les autorités locales à travers l'association des élus locaux engagés dans la lutte contre le SIDA dans le Woleu-Ntem, et l'implication des jeunes comme ceux des associations : Ngou Elat, RENAPS et ABA'A qui œuvrent dans le Woleu-Ntem.

Dans le même cadre des sensibilisation et dépistage ciblés, ONUSIDA a donné un appui l'association SANTE + PRO HUMANITUS, une association qui soutient les populations clés à savoir les Hommes qui ont des rapports Sexuels avec d'autres Hommes (HSH), les professionnelles de sexe (PS) et les utilisateurs de Drogues Injectables (UDI) ; pour la sensibilisation et le dépistage au sein de ces populations clé. Lors de ces campagnes, plus de 5000 personnes toute âges confondus ont été sensibilisé et plus de 1500 personnes ont eu accès au dépistage du VIH. Initiation près de 5000 jeunes à l'outil informatique dans le cadre du Projet Train My Generation 5000

Initiation près de 5000 jeunes à l'outil informatique dans le cadre du Projet Train My Generation 5000

Après mon arrêt brutal des cours à l'université Omar Bongo, je ne savais comment chercher un emploi sans qualification. Désespéré, je ne croyais plus en rien. Mais aujourd'hui grâce à "Train My Generation – Gabon 5 000" de l'UNESCO. J'ai commencé la formation Initiation à l'outil informatique au niveau 1 (débutant), puis j'ai été admis au niveau 2 (intermédiaire), jusqu'au niveau 3 (expert) au terme duquel j'ai obtenu le Certificat Assistant réseau informatique. J'ai véritablement repris confiance. De plus, grâce à ce même programme, j'ai bénéficié d'un stage à Airtel Gabon au département Achat et logistique. A la fin de cette formation, je me retrouve avec deux métiers super excellent et passionnant. En conclusion je dirais que "Train My Generation – Gabon 5 000" est une très belle initiative de l'UNESCO. Car elle m'a donnée un second souffle et m'a permis de croire à un avenir meilleur.



EFFET III : CROISSANCE DIVERSIFIEE ET INCLUSIVE



« D'ici 2022, le Gabon a amorcé la diversification et la transformation structurelle de son économie, développé des chaînes de valeur, mis en place des systèmes productifs innovants et crée des emplois suffisants et viables au profit des jeunes et des femmes ».

III. CROISSANCE DIVERSIFIEE ET INCLUSIVE (EFFET 3)

En matière de croissance inclusive, l'effet recherché est le suivant : « D'ici 2022, le Gabon a amorcé la diversification et la transformation structurelle de son économie, développé des chaînes de valeur, mis en place des systèmes productifs innovants et crée des emplois suffisants et viables au profit des jeunes et des femmes ».

Conformément au tableau ci-dessous, sur 14 activités prévues dans le domaine, 8 ont été réalisées 6 sont en cours de réalisation et aucune activité n'est restée sans début d'exécution.

Les activités réalisées par le Système des Nations Unies dans le domaine révèlent un intérêt particulier pour l'employabilité des jeunes à travers leur formation à l'utilisation des NTIC, l'autonomisation des femmes, via le développement des AGR dans le domaine agricole, l'appui au développement de micro-activités commerciales, la lutte contre l'exclusion et l'appui à l'insertion sociale et à la protection des enfants sans documents juridiques, ainsi que l'accès des réfugiés aux services sociaux de base de qualité. Un accent a également été mis sur l'accès à l'eau potable.

CROISSANCE DIVERSIFIEE ET INCLUSIVE	Nombre d'activités prévues pour 2018	Nombre d'activités réalisé	Nombre d'activités en cours de réalisation	Nombre d'activités non réalisées
	14	08	06	0

Ainsi, pour permettre aux jeunes et aux femmes, aux fins de leur autonomisation, d'avoir un accès durable aux dispositifs nationaux de création et de développement de l'entrepreneuriat dans les secteurs prioritaires de diversification de l'économie gabonaise (Produit 3.2 du PNUAD), le Système des Nations Unies a développé des activités suivantes au cours du premier semestre de l'année 2018 :

- Appui en incubation de 20 jeunes pour le développement des start-up dans le domaine de l'économie numérique ;
- Appuyé 110 coopératives et entreprises de jeunes à obtenir des marchés garantis ;



— Appuyé 20 jeunes vivant avec le VIH dans la production et la commercialisation des produits agricoles dans les zones d’Akanda et d’Owendo ;

— Appui de 18 Activités Génératrices de Revenus (AGR) de réfugiés en vue de leur autonomisation dans divers secteurs (agriculture, commerce, micro industrie, etc.). Les bénéficiaires directs et indirects sont d’au moins 179 personnes résidant à Libreville, Franceville, Port-Gentil ;

— Mise en place d’un Programme National d’éducation à l’entrepreneuriat dans les établissements scolaires et techniques;

— Appui à la promotion des entrepreneurs piscicoles

Par ailleurs, le Système des Nations Unies appuie le Gabon à mettre en place un mécanisme de promotion de l’innovation et de la créativité :

— 60 jeunes issus de 10 organisations de jeunes ont été formés sur les techniques innovantes pour l’éducation à la santé et la mobilisation communautaire en vue de l’autonomisation des catégories concernées ;

— 43 femmes et jeunes de la Remboue ont été formés sur la production du matériel végétal par la technique de plan issue de fragment de tige, en vue de l’atteinte de la sécurité alimentaire à travers la production des denrées de qualité ;

Projet d’appui à l’apiculture dans les forêts communautaires au Gabon *(Voir photos ci-contre)*

Cette initiative a consisté à renforcer les capacités théoriques et pratiques des populations des forêts communautaires dans les techniques apicoles. Après différentes formations théoriques et pratiques sur la production et la récolte de miel, l’initiation a enregistré des progrès et des résultats importants. Les points forts en termes de succès se résument par : l’appropriation de la technologie par les bénéficiaires notamment la fabrication des intrants (ruches, ruchettes), l’apprivoisement des abeilles, l’implication des femmes et jeunes, la transformation des produits dérivés et le respect des normes de récolte

Depuis de la fin du projet :

Le miel est toujours en production ;

Le nombre de ruchets et ruches colonisés a augmenté ;

La production augmente à chaque récolte ;

La prochaine récolte est prévue pour ce mois de décembre 2018 à Ebeigne (Canton Woleu - Oyem) premier site pilote.



EFFET 4 : DURABILITE ENVIRONNEMENTALE ET RESILIENCE



« D'ici 2022, le Gabon améliore la préservation de la biodiversité et la gestion de ses ressources naturelles, notamment forestières, minières, énergétiques et foncières, de manière compatible avec la durabilité environnementale ».



IV. DURABILITE ENVIRONNEMENTALE ET RESILIENCE

En matière de durabilité environnementale et résilience, l'effet recherché est que « d'ici 2022, le Gabon améliore la préservation de la biodiversité et la gestion de ses ressources naturelles, notamment forestières, minières, énergétiques et foncières, de manière compatible avec la durabilité environnementale ».

Ainsi que le montre le tableau ci-dessous, sur les 23 activités prévues pour 2018, 14 ont été réalisées, six sont en cours d'exécution et 3 n'ont pas connu un début d'exécution.

DURABILITE ENVIRONNEMENTALE ET RESILIENCE	Nombre d'activités prévues pour 2018	Nombre d'activités réalisées	Nombre d'activités en cours	Nombre d'activités non réalisées
	23	14	06	03

Les activités menées par le Système des Nations Unies ont porté sur les cinq produits de l'effet 4 du PNUAD.

Ainsi, pour permettre au Gabon d'être mieux outillé dans la gestion des conflits hommes-faunes (Produit 4.1 du PNUAD), le Système des Nations Unies a :

- Lancé le processus de révision des Plans de gestion des ensembles historiques de la Lopé destiné à une meilleure gestion des conflits hommes-faunes ;
- Lancé le processus de révision du statut du Parc National de l'Ivindo/reserve de biosphère.

Pour appuyer le Gabon dans sa recherche d'amélioration de sa redevabilité environnementale par la production de communication relative à ses engagements internationaux et à la production de ses comptes environnementaux (Produit 4.2 du PNUAD), le Système des Nations Unies a :

- Renforcé les capacités de la Société civile gabonaise sur les notions de qualité et de sécurité alimentaire des produits agricoles transformés par les associations agricoles ;



— Renforcé les capacités de la Société civile sur les mécanismes d'évaluation de la gouvernance nutritionnelle au Gabon ;

— Appuyé la mise en place d'un Plan National d'Utilisation Durable de la faune sauvage ;

Afin d'aider le Gabon à mettre en place et faire appliquer des normes nationales en matière de responsabilité sociétale et environnementale des entreprises (Produit 4.5), le Système des Nations Unies a :

— Appuyer le gouvernement du Gabon à l'élaboration et validation d'une Stratégie Nationale et d'un Plan d'action pour la mise en conformité avec l'Accord international contraignant sur les Mesures du Ressort de l'Etat du Port (AMREP) pour lutter contre la pêche illicite et non déclarée.

— Appuyé la mise en place d'un Plan National d'Utilisation Durable de la faune sauvage ;

Afin d'aider le Gabon à mettre en place et faire appliquer des normes nationales en matière de responsabilité sociétale et environnementale des entreprises (Produit 4.5), le Système des Nations Unies a :

— Appuyer le gouvernement du Gabon à l'élaboration et validation d'une Stratégie Nationale et d'un Plan d'action pour la mise en conformité avec l'Accord international contraignant sur les Mesures du Ressort de l'Etat du Port (AMREP) pour lutter contre la pêche illicite et non déclarée.



I. CONSTATS GLOBAUX

Les constats globaux s'articulent autour des grandes tendances majeures de la mise en oeuvre du PNUAD (1.1) et de leurs différents facteurs explicatifs (1.2).

1.1. Les tendances majeures

L'examen des résultats de la première année d'exécution (2018) du PNUAD révèle trois grandes tendances: le PNUAD 2018-2022 connaît un bon niveau d'exécution (1.1.1), les activités réalisées ont une forte valeur ajoutée dans le processus d'amélioration de la performance des politiques publiques dans les quatre domaines cibles du PNUAD et en matière de planification du développement local en vue de l'atteinte des ODD (1.1.2), notant cependant un faible niveau de mise en oeuvre des activités porteuses d'impacts transformationnels à court et moyen termes (1.1.3).

1.1.1. Un bon niveau global d'exécution du PNUAD

Le PNUAD 2018-2022 a connu un bon niveau d'exécution pour l'exercice 2018, ainsi que le montre le ratio activités prévues – activités réalisées ainsi que le montre le tableau synthétique ci-dessous. Le niveau d'exécution est ainsi estimé à **67%**

EFFET	ACTIVITES PREVUES	ACTIVITES REALISEES	ACTIVITES EN COURS	ACTIVITES NON REALISEES
Gouvernance	27	20	05	02
Développement inclusif	49	35	12	02
Croissance diversifiée et inclusive	14	08	06	00
Durabilité environnementale	23	14	06	03

1.1.2. Une forte valeur ajoutée des activités réalisées dans le processus de recherche de l'amélioration de l'efficacité des politiques publiques

D'après le Bilan Commun de Pays réalisé par le Système des Nations Unies au Gabon, dans le cadre de l'élaboration du PNUAD 2018-2022, le Gabon présenterait alors de nombreux défis au niveau de l'efficacité des mécanismes de gouvernance. Parmi ces défis se situaient :

- De nombreuses insuffisances en matière de planification axée sur les résultats ;
- De nombreux défis en matière de suivi-évaluation ;
- De nombreux défis en matière d'élaboration des politiques publiques ;
- De nombreux défis en matière de production de données statistiques sectorielles ;
- De nombreux défis en matière de système d'information ;
- De nombreux défis en matière de compétences et de capacités diverses pour la mise en oeuvre des politiques publiques.

En 2018, les efforts conjugués des Agences du Système des Nations Unies en étroite collaboration avec les Ministères sectoriels ont abouti à l'élaboration de plusieurs stratégies, plans, comptes publics sectoriels, ainsi qu'à la production de plusieurs données statistiques sectorielles qui, combinées aux ateliers de renforcement des capacités contribuent progressivement à l'amélioration de la performance des politiques publiques et à l'efficacité des mécanismes de Gouvernance du secteur public. Cela se ressent au niveau de la qualité du processus décisionnel, des données de base ainsi que de la qualité des réponses données par le pays aux besoins prioritaires. L'existence des données de qualité dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'économie constitue désormais un atout majeur pour la bonne gouvernance au Gabon.

1.1.3. Un faible niveau de développement des activités à impacts transformationnel sur le court et le moyen terme

Dans les domaines du Développement inclusif et de la Croissance diversifiées et inclusive, le Système des Nations Unies au Gabon s'était donné pour ambition d'aider le Gabon à :

- Créer les conditions d'un accès équitable aux services de prévention et de promotion de la santé, y compris le VIH/Sida ;
- Une amélioration de compétences des prestataires des soins de santé pour offrir une prise en charge de qualité ;
- Se doter d'une offre accrue de prestation de qualité par les départements sanitaires ;
- Renforcer les capacités du Système éducatif et une mise à disposition d'outils appropriés pour assurer une éducation de qualité ;

- Développer les compétences des groupes de population cible en vue de leur autonomisation ;
- A mettre en place un système de protection sociale équitable, inclusif, soutenable et efficace pour les populations les plus vulnérables.

Si l'on note que d'importants efforts ont été déployés par le Système des Nations Unies au Gabon pour atteindre ces résultats, il est à constater tout de même que la mise en œuvre des activités devant y contribuer ne s'est pas effectuée selon le rythme souhaité, tout comme, au regard du nombre d'activités réalisées, de la taille des cibles et des résultats obtenus dans chacun de ces domaines regroupés au sein de l'effet Croissance diversifiée et inclusive, le résultat global reste mitigé car, le résultat final qu'est l'amélioration des situations des populations cibles n'est pas totalement atteint. On note la même tendance au niveau des effets Développement inclusif et Durabilité environnementale.

1.2. Facteurs explicatifs pertinents des tendances

Deux catégories de facteurs expliquent cette situation.

1.2.1. Facteurs internes

Deux types de facteurs internes se dégagent de la présente analyse : les facteurs internes contraignants qui justifient en partie l'efficacité moyenne des Résultats de la première année d'exécution du PNUAD (i) et les facteurs internes positifs (ii).

i. Facteurs internes contraignants

Deux principaux facteurs internes contraignants sont à noter, à savoir, l'insuffisance des Ressources humaines et la raréfaction des ressources financières.

— S'agissant de l'insuffisance des Ressources humaines chez certaines agences : elle freine toutes les ambitions du Système des Nations Unies d'accélérer la mise en œuvre de son Plan Cadre d'Appui au développement du Gabon car, les effectifs disponibles sont beaucoup plus préoccupés par la mise en œuvre des activités opérationnels et des projets déjà en exécution que par toutes initiatives allant dans le sens de la conception des projets et programmes innovants et à impact pour le Gabon.

Cette situation a eu pour conséquences parmi tant d'autres, les difficultés de l'équipe à élaborer les Programmes Conjointes structurants d'envergure.

— S'agissant de l'insuffisance des Ressources financières, elle a limité les capacités du Système des Nations

Unies à développer ses activités ainsi qu'il l'aurait souhaité. En effet, le positionnement du Gabon comme pays à revenir intermédiaire tranche supérieure limite ses chances d'avoir accès à des fonds de financement du développement. Considéré ainsi comme pays disposant des moyens de son propre développement, le Gabon est le principal financeur des activités des Agences du Système des Nations Unies. Mais, depuis qu'il est confronté à des difficultés économiques, les subventions qu'il alloue aux agences se font rares, tout comme il lui est de plus en plus difficile de développer et de financer des Programmes et toutes autres activités destinées à son développement portées par les Nations Unies.

Ce fait justifie en grande partie la non prise de risque par l'équipe-pays en matière de renforcement des effectifs précédemment évoqué.

ii. Facteurs internes positifs

— **Le rôle déterminant de l'UNCT comme fer de lance**, grâce à un mécanisme de suivi régulier axé sur les résultats et l'adaptation aux évolutions de la demande nationale. L'implication des Chefs d'Agences a été déterminante et a impacté positivement la mise en œuvre du PNUAD.

— **Un personnel qualifié motivé**, malgré son effectif réduit, le personnel des Agences du Système des Nations Unies s'est appuyé sur son professionnalisme et sur ses compétences pour relever de nombreux défis. Cette expertise combinée à une motivation à toute épreuve ont constitué les ressorts des réussites de 2018.

— **Une planification axée sur les Résultats** : pour accélérer la mise en œuvre du PNUAD, le Système des Nations Unies a élaboré des Plans de Travail Conjointes des Groupes de Résultats alignés aux ODD et aux priorités nationales, assortie d'un cadre budgétaire commun. Cette planification a facilité, non seulement l'exécution du PNUAD, mais aussi et surtout son suivi et son évaluation annuelle. Le suivi a été déterminant pour tous les réajustements des activités intervenus à la fin du premier semestre.

1.2.2. Facteurs externes

Comme pour les développements précédents, il sera aussi ici question de diviser les facteurs externes en deux catégories, les facteurs externes positifs (i) et les facteurs externes contraignants (ii).

i. Facteurs externes positifs

- **L'excellente qualité du partenariat SNU-Gouvernement du Gabon**. En effet, le Gouvernement du Gabon et le Système des Nations Unies entretiennent des relations de partenariats d'excellente qualité. Le Système des Nations Unies apporte un appui considérable au pays dans les domaines sectoriels stratégiques

tels que la Santé, l'éducation, la gouvernance, les Droits humains, la lutte contre la pauvreté, l'exclusion et la transformation de l'économie. Les Axes d'intervention décidés en accord avec le Gouvernement dans le cadre de l'UNDAF 2018-2022 portent essentiellement sur les secteurs prioritaires du pays dans une triple perspective: **l'accélération du processus de l'émergence du pays, la réussite du Plan de Relance Economique et l'atteinte des ODD et de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.** L'actuel UNDAF signé en juillet 2017 avec le Gouvernement constitue donc un atout majeur de ce partenariat dont la mise en œuvre est assurée par Un Comité de Pilotage Conjoint coprésidé par Monsieur le Ministre de l'Economie et le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies.

- **La disponibilité des parties prenantes :** ce facteur est à mettre en lien avec ce qui précède car, les acteurs gouvernementaux issus des Ministères sont représentés au sein des Groupes de résultats de l'UNDAF. Cette disponibilité facilite les échanges continus en matière de suivi des transformations et de l'identification des besoins prioritaires sectoriels. Le Système des Nations Unies au Gabon s'appuie sur cette disponibilité des parties pour développer une approche inclusive dans le cadre de l'identification et de la mise en œuvre des solutions d'accompagnement du Gabon vers l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.

- **La multiplication des opportunités d'intervention :** le pays, avec le choix de la diversification économique opéré par le Gouvernement offre un vaste champ de possibilités d'investissements et d'interventions à tous ses partenaires. Ces opportunités ne sont pour le moment pas assez bien exploitées par le Système des Nations Unies pour des raisons pouvant être mise en lien, d'une part, avec les limites capacitaires évoquées dans le paragraphe consacré aux défis internes et de l'autre, à la position du pays comme pays à revenu intermédiaire tranche supérieure. Ces faits limitent les capacités de déploiement du Système des Nations Unies ainsi qu'il l'aurait souhaité.

- **L'accessibilité des autres partenaires au développement :** Le Gabon entretient des relations de très bonnes relations de partenariats avec plusieurs acteurs bilatéraux et multilatéraux. Chacun de ces acteurs apporte son appui au développement du pays, en fonction de son expertise et de ses capacités. Le Système des Nations Unies entretient d'excellentes relations ces derniers. Certaines de ces relations ont abouti à des synergies stratégiques pour le développement du pays. Ainsi en est-il de l'Union Européenne qui a confié à deux Agences du Système des Nations Unies, à savoir l'ONUDI et ONUDC, la mise en œuvre de la dimension nationale d'un certain nombre de leurs Programmes sous régionaux.

ii. Facteurs externes contraignants

La situation politique, économique et sociale du Gabon: la première année d'exécution de l'UNDAF 2018-2022, qu'est, faut-il le rappeler l'année 2018 a été fortement impactée par la situation politique, économique et sociale du pays.

Sur le Plan politique, le pays a fonctionné au rythme des tentatives de relance du dialogue entre les différents acteurs suite à la crise post-électorale de 2016. Le manque de participation de tous les acteurs majeurs au dialogue politique inclusif qui devait conduire le pays vers de nouvelles perspectives basées a fait manquer à cette initiative ses visées et objectifs. Depuis lors, le pays est dans un permanent essai d'ajustement politique. Les élections législatives du quatrième trimestre se sont caractérisées par une large victoire du camp de la majorité présidentielle et un réel rajeunissement de la classe politique parlementaire. Une situation qui laisse des avis partagés et peine dans les deux camps à rassurer.

En effet, si certains estiment normal qu'un camp sorte victorieux d'une telle compétition, d'autres estiment que l'ampleur de la victoire n'est pas de nature à susciter des débats équilibrés au sein de l'Assemblée nationale. Le rajeunissement à près de 60% poserait le problème de l'expérience et de la maturité politique des nouveaux parlementaires dont la plupart n'aurait pas eu le temps de faire leurs classes au sein des appareils pour une familiarisation avec les affaires publiques. Ce déséquilibre est accentué par la non-participation au débat public dans le cadre institutionnel du camp de Jean Ping, principal opposant du système, ce qui pose le risque de développement d'autres modes d'expression publique des vues, pouvant fragiliser le nouveau contrat social en construction.

A ce fait s'ajoute la maladie du Président de la République et ses conséquences sur le processus décisionnel et opérationnel de plus en plus lent. Son retour progressif aux affaires après une longue période de convalescence au Maroc est porteur de beaucoup d'espoirs.

La situation sociale reste marquée par la pauvreté qui progresse à grande vitesse à cause du chômage, l'augmentation du coût de la vie et les difficultés d'accès aux services sociaux de base.

La situation économique reste perturbée par les cours du baril du pétrole en perpétuelle variation, les difficultés de diversification et les échecs de certains choix sectoriels. Cette situation préoccupante pour les autorités les oblige à des arbitrages rigoureux dans la répartition des ressources. Ainsi, depuis de nombreuses années, le Système des Nations Unies peine à avoir accès aux ressources de l'Etat. Ce qui paralyse en très grande partie ses capacités de mise en œuvre de ses activités programmatiques.

1.3. Synthèse analytique des résultats

— L'analyse des résultats a présenté l'absence de résultats transformationnels à effet immédiat ou à moyen terme comme zone d'ombre du bilan annuel 2018. Ce qui a été justifié par un certain nombre de contraintes et qui a orienté la planification vers les activités à moindre de coût. Un choix judicieux au regard de la situation du pays et de la nature des interventions du système des Nations Unies qui sont plutôt orientées vers l'élaboration des stratégies, (appui technique) ainsi que le démontre la qualité des résultats obtenus dans ce domaine.

- Cependant, la persistance des inégalités devrait pousser à développer des activités destinées à la transformation structurelle, ce qui fait appel à de grands projets et programmes qu'il faut désormais négocier avec l'Etat et les autres partenaires au développement.
- Le Système des Nations Unies pourrait, dans les mois à venir, opter pour une assistante technique destinée à des investissements macro – économiques pouvant ouvrir la voie au développement des opportunités de mise en œuvre des activités plus structurantes.
- Des Programmes comme le PDIAL, ARTGOLD, TMG, PIQAC et bien d'autres pourraient ouvrir la voie à l'atteinte de cet objectif.



II. BILAN FINANCIER

Le bilan qui sera établi ici s'articule autour de la situation financière de départ (2.1) et la situation financière d'arrivée (2.2)

2.1. Situation de départ

Au moment de la programmation de l'exécution de l'UNDAF pour les exercices 2018 et 2019, le cadre budgétaire commun présentait une situation financière faisant état d'un besoin de financement de 66,932,299 USD, ainsi que l'indique le tableau ci-contre. L'état des mobilisations financières d'alors était estimé à 10,603,354 USD, laissant pour montant à mobiliser, la somme de 56,328,945 USD.

COÛT TOTAL	DISPONIBLE	A MOBILISER
66,932,299 USD	10,603,354 USD	56,328,945 USD

Répartie par effets, la situation se présentait ainsi que le révèlent le tableau ci-dessous :

Effet	Total	Disponible	A mobiliser
GOUVERNANCE	18,248,673 USD	3,544,295 USD	14,704,378 USD
DEVELOPPEMENT INCLUSIF	23,287,295 USD	2,058,059 USD	21,229,236 USD
CROISSANCE DIVERSIFIEE & INCLUSIVE	15,296,331 USD	1,508,000 USD	13,788,331 USD
DURABILITE ENVIRONNEMENTALE	10,100,000 USD	3,493,000 USD	6,607,000 USD

2.2. Situation à l'arrivée à la lumière du coût des réalisations

Effet	Total	Disponible pour 2018 et 2019	Coût des réalisations de 2018
GOUVERNANCE	18,248,673 USD	3,544,295 USD	1,555,702
DEVELOPPEMENT INCLUSIF	23,287,295 USD	2,058,059 USD	5,066,559
CROISSANCE DIVERSIFIEE & INCLUSIVE	15,296,331 USD	1,508,000 USD	1,012,801
DURABILITE ENVIRONNEMENTALE	10,100,000 USD	3,493,000 USD	1,091,307
TOTAUX	66,932,299 USD	10,603,354 USD	8,726,369



Le Représentant Résident de l'UNFPA au Gabon dans les hôpitaux de Lambaréné



Exploration de sites pour l'installation d'un projet de bioénergie au gabon : le canton anengué visité par une équipe du pnud



Docteur Jean Delors Biyogue Bi Ntougou, Spécialiste chargé de la coordination du Système des Nations Unies sensibilisant 200 jeunes de quatre Lycées de Libreville sur les Droits de l'Homme au Gymnase du Lycée National Léon MBA à l'occasion de la Journée internationale des Droits de l'Homme

 **OBJECTIFS**  **DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

<p>1 PAS DE PAUVRETÉ</p> 	<p>2 FAIM «ZÉRO»</p> 	<p>3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</p> 	<p>4 ÉDUCATION DE QUALITÉ</p> 	<p>5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES</p> 	<p>6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT</p> 
<p>7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE</p> 	<p>8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE</p> 	<p>9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE</p> 	<p>10 INÉGALITÉS RÉDUITES</p> 	<p>11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES</p> 	<p>12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES</p> 
<p>13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES</p> 	<p>14 VIE AQUATIQUE</p> 	<p>15 VIE TERRESTRE</p> 	<p>16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES</p> 	<p>17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS</p> 	<p> OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE</p>



Le PNUAD 2018-2022 a connu un bon début d'exécution en 2018, ainsi que le montre le bilan des activités ci-dessous synthétisé.

En effet, sur un total de 113 activités prévues pour 2018, 72 ont été réalisées, 30 sont en cours de réalisation et seulement 11 n'ont pas connu un début d'exécution. Le taux d'exécution se présente alors ainsi qu'il suit : 67% d'activités réalisées, 27% des activités prévues sont en cours de réalisation, et sont en voie d'achèvement, tandis que seulement 6% n'ont pas été entamées.

Ce résultat est, ainsi que cela est décrit dans la deuxième partie du présent rapport, dû à plusieurs facteurs relevant, aussi bien de certaines opportunités offertes par l'environnement qu'à la culture des résultats qui caractérisent les interventions du Système des Nations Unies.

Si le bilan est perçu comme globalement positif, le processus de l'exécution du PNUAD n'est pas à l'abri des défis et des aléas tant nationaux que globaux. Ainsi, les contraintes auxquelles le système a dû faire face, les défis identifiés et les priorités stratégiques devraient fonder le plan de travail conjoint 2019 sur les orientations suivantes :



1. Planifier les activités des années à venir dans une approche chaîne des résultats et intégrées
2. Planifier les activités en mettant l'accent sur les bénéficiaires et la durabilité des solutions
3. Accélérer l'impact des résultats à travers la multiplication des programmes et activités conjointes
4. Priorisation de la mobilisation des ressources additionnelles



Une équipe dynamique au service du développement du Gabon



**BUREAU DU COORDONNATEUR RESIDENT DU SYSTEME
DES NATIONS UNIES AU GABON**

Contact : Docteur Jean Delors Biyogue Bi Ntougou

Spécialiste chargé de la Coordination

Tél : +241 07 64 80 24

E-mail : jean.delorsbiyogue@one.un.org

